



Qui a échoué en Haïti? Par Emmanuel Ménard

Il faut reconnaître aujourd'hui, toute honte bue, qu'Haïti est devenue un État failli. Le grand projet de construction d'une société démocratique après l'effondrement du pouvoir duvalérien est resté un leurre. Aucune démocratie ne peut s'établir sans des démocrates. Les partis politiques qui devraient être des outils de transformation politique, ne sont en réalité, qu'un réservoir d'autocrates et d'affamés pour la plupart, avec un déficit intellectuel, patriotique et même idéologique. Et la société civile est en grande partie un enchevêtrement inextricable de richissimes

commerçants d'origine étrangère et un ramassis de professionnels à la solde des ONG qui guettent les opportunités pour assauter le pouvoir politique. C'est une triste réalité que je décris avec une franchise brutale.

La crise. Fixons les responsabilités.

Le constat du moment est pathétique. Du CNG au CPT, la dégringolade est effarante, le chaos a été construit par les élites non sans le soutien ou la bénédiction de l'international. Mais la palme revient aux neufs roublards qui composent le Conseil Présidentiel, la présidence la plus piètre et la plus coûteuse au trésor public de toute l'histoire nationale, pour aucun résultat. Ils partiront bientôt sans aucun doute dans le déshonneur et je suis heureux d'être incapable de prédire leur destin personnel.

La CARICOM ne peut pas être fière du résultat accablant de son CPT, né dans les éprouvettes du triste Sommet du 11 mars 2024. Quant aux Nations Unies, la déception doit être grande devant la performance de la MMSS, ridiculisée par les bandits terroristes, à chaque prise « d'un blindé », ce matériel inapproprié déployé sur un terrain de guerre. J'ai toujours su que ce sont les militaires qui font la guerre. Hélas ! C'est pourquoi le Bénin a refusé de déployer ses militaires sous un commandement de police. Personne ne pense à un renfort appuyé aux FADH et la PNH dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale.

Qui faut-il blâmer ? La première responsabilité de l'échec de la gestion 1986-2026, bientôt quarante ans, incombe d'abord aux haïtiens. Même si j'aime relire cette note du 8 août 2022 de l'Organisation des États Américains qui dit : « les 20 dernières années de présence de la communauté internationale en Haïti constituent l'un des échecs les plus importants et manifestes de mesures mises en œuvre et d'actions réalisées dans le cadre de quelque action de

coopération internationale que ce soit...Nous parlons du fait qu'en 20 ans de stratégie politique erronée, la communauté internationale n'a pas été capable de faciliter la construction d'une seule institution ayant la capacité de répondre aux problèmes des Haïtiens... Sous le parapluie de la communauté internationale, les bandes criminelles qui assiègent aujourd'hui le pays et son peuple ont fermenté et germé. » Je me refuse de commenter ce réquisitoire objectif de l'OEA.

Toutefois, il est évident que l'administration Biden a eu une très mauvaise lecture de la situation haïtienne et son inaction ou action inappropriée a favorisé la montée d'un antiaméricanisme dans le pays. Son soutien au PM Henri pendant plus de trois ans et sa bénédiction au CPT relèvent d'une catastrophe diplomatique. Ce n'est pas l'Ambassadeur Daniel Lewis Foote, ancien envoyé spécial du Président américain qui dira le contraire. De plus, n'en déplaise aux agences de renseignement des grandes capitales occidentales, Haïti est devenue à la barbe de la première puissance mondiale, une plaque tournante où s'est développée une économie criminelle avec une intense activité des cartels de la drogue et du trafic humain, du terrorisme international, du fondamentalisme intégriste et éléments radicaux qui coopèrent sous le manteau avec des extrémistes politiques nationaux. La crise haïtienne s'est longtemps internationalisée mais c'est la population qui paie par son sang les mauvaises manœuvres de stratèges inhabiles.

Géopolitiquement, par son instabilité chronique, la croissance de sa situation misérable et la progression des bandes terroristes de rue et de salon, la République Haïtienne pourrait être une menace pour la stabilité de la sous-région des Amériques. Une épine aux talons de l'Occident.

Résoudre la crise. Il n'y a pas de solution miracle. Avec ce grand banditisme qui a tourné en un terrorisme d'un nouveau genre, avec une tentative désespérée de connotation politique, nous en avons pour une dizaine d'années dans le cadre d'une gouvernance rigoureuse, éclairée, progressiste pour un retour à la tranquillité des années 80-90. Tout de suite, il faudrait bloquer l'extension des bandes et débloquent les grands axes routiers. Mais le problème n'est pas seulement militaire. Les causes sont profondes et multiples : l'exclusion sociale, le chômage, l'absence de l'État dans les zones marginales, l'oisiveté chez les jeunes, la déprivation de la société, la paupérisation de la paysannerie, la délinquance politique, la corruption généralisée, pour ne citer que cela.

Il est clair que le CPT fait partie du problème. Si d'ici le début du mois d'avril, il n'y a pas un changement de leadership pour une nouvelle gouvernance politique à travers un Président Provisoire et un Gouvernement d'Exception de Mission, le pire est à venir.

27 mars 2025

Dr.Emmanuel Ménard